



Communiqué des Agents des Impôts et du Trésor des Pyrénées Atlantiques et de leurs organisations syndicales à l'attention des usagers

Le 4 octobre 2007, M WOERTH , Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique a lancé la fusion globale de la Direction Générale des Impôts et de la Direction Générale de la Comptabilité Publique, plus communément appelée Trésor Public.

A première vue, cette réforme présentée à chaque citoyen comme devant offrir un interlocuteur unique pour l'accomplissement de toutes ses obligations fiscales (déclarations, paiements) paraît relever du bon sens .

A n'en pas douter la communication ministérielle ne va pas se priver de marteler cette évidence.

Or, loin de constituer une simple réorganisation administrative, cette fusion remet en cause les fondements même de tout le système fiscal de notre pays.

En premier lieu, contrairement au discours officiel, elle met en place l'inégalité de traitement entre les contribuables habitant dans les zones urbaines et rurales (création de structures réservées aux seules zones urbaines).

Plus grave, cette fusion remet en cause le principe de séparation entre celui qui calcule l'impôt et celui qui l'encaisse.

Les principes d'indépendance et de neutralité de l'Administration sont bafoués.

« Comment réagira en effet un directeur qui , dans son rôle d'action au développement économique, aura octroyé des subventions à une entreprise lorsque ses services lui proposeront de la vérifier ? ».

Evidemment cette fusion va se traduire par de nouvelles vagues de suppressions d'emplois, déjà 15 000 entre 2000 et 2007 et 30 000 prévues d'ici 2012.

La polyvalence des agents va atteindre un seuil intolérable entraînant une forte dégradation du service rendu au public.

Quant à l'avenir des trésoreries rurales, il apparaît dans ce contexte très sérieusement compromis.

L'éloignement des services actuels sera préjudiciable pour de nombreux usagers et notamment les plus fragilisés socialement.

Il pénalisera également les collectivités locales (communes,.....) dont la gestion est assurée par le Trésor Public.

Il est bien évident que l'objectif principal est de diminuer de manière forte l'emploi public et ce, quelles qu'en soient les conséquences y compris sur la réalisation des missions de service public.

Dans le même temps, le récent projet de loi permettant à l'Etat de licencier un fonctionnaire dont le poste est supprimé lui donne les moyens de parvenir à ses fins.

Alors oui, nous, fonctionnaires des Finances qui depuis 2000 subissons des réformes incessantes, ne supportons plus que soit détruit un des piliers de la solidarité nationale.

Pour nous, chaque citoyen doit pouvoir accéder à un service public compétent et à son écoute.

Nous voulons le développement d'un service public répondant aux attentes de tous les usagers y compris les plus fragilisés et des collectivités territoriales.

Notre service public doit rester une priorité alliant le respect de la qualité des missions, le maintien des services au plus près des citoyens et le maintien des emplois correspondants.

Aussi, nous sommes en grève aujourd'hui pour demander à notre ministre d'ouvrir de réelles négociations garantissant :

- le maintien de l'ensemble des missions fiscales, foncières, de gestion publique et économiques ;

- l'arrêt des suppressions d'emplois et le maintien des effectifs permettant une organisation du travail soucieuse de la réalisation d'un service public de qualité présent sur TOUT le territoire national.

**Notre combat est aussi le votre et nous
vous invitons à nous soutenir
dans notre action.**